NOTE D'INFORMATION

Instruction relative à la mise en œuvre de l'article L1511-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) : rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'État en 2018 par les collectivités territoriales et leurs groupements

NOR : TERB1903810N

Réf : Règlement (UE) n°2015/1589 portant modalités d'application de l'article 108 du TFUE ; article L. 1511-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

P. J. : 2 annexes (1 modèle de tableaux, 1 notice explicative).

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a adressé les communiqués de presse aux élus et aux représentants des collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les Présidents de région (pour attribution) et à Mesdames et Messieurs les Présidents de département (pour information)

La présente instruction rappelle les conditions d'élaboration, en application de l'article L. 1511-1 CGCT, des rapports annuels des aides allouées par les collectivités locales aux entreprises pour l'année 2018.

1 - L’obligation de transmettre à la Commission européenne un rapport annuel sur les aides aux entreprises

Le règlement (UE) n°2015/1589 portant modalités d'application de l'article 108 du TFUE prescrit l’obligation pour chaque État membre de fournir au 30 juin de chaque année un rapport recensant la totalité des aides allouées aux entreprises au cours de l'année précédente.

Cette obligation a été transposée dans le droit national à l'article L. 1511-1 CGCT, qui confie aux régions le soin d'établir un rapport annuel recensant les aides et régimes d’aides mis en œuvre sur leur territoire au cours de l’année précédente par les collectivités locales et leurs groupements.
La Direction générale des collectivités locales veille à consolider les données émanant des régions, en lien avec le Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE), et à répondre aux demandes formulées par la Commission via le système SARI (State Aid Reporting Interactive).

Cet exercice de recensement des aides d'État, effectué chaque année, est distinct de l'exercice de recensement biannual par les régions des aides publiques aux entreprises chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général (SIEG). Il doit être également distingué de l'obligation de transparence des aides d'un montant supérieur à 500 000 euros qui doivent faire l'objet d'une publication sur un site dédié mis en place par la Commission européenne (TAM).

2 – Le recensement des aides accordées aux entreprises

Afin de faciliter le recensement des aides accordées aux entreprises, un tableau synthétisant les informations à remplir par les régions est joint en annexe n°1 de la présente instruction, ainsi qu'une notice explicative permettant de renseigner toutes colonnes de tableau en annexe n°2.

Ce tableau de synthèse recense :

- l'ensemble des régimes en vigueur au cours de l'année 2018 ayant fait l'objet d'une notification, sur la base de lignes directrices, d'encadrements précisés par la Commission européenne, ou d'une information dans le cadre de la mise en œuvre d'un règlement d'exemption par catégorie ;
- les régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles, pris sur la base de l'article 54 du règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) n° 651/2014 du 17 juin 2014 ;
- les aides « individuelles » autorisées par la Commission européenne visant une entreprise ou un projet spécifique de développement économique.

Je souhaite appeler votre attention sur la nécessité d'une bonne coordination afin de faciliter le travail de report des données :

- il est demandé aux régions de produire un seul tableau des aides, correspondant au modèle figurant en annexe n°1 et non un tableau par niveau de collectivité ;
- il convient de faire figurer les montants mandatés, qui sont effectivement versés, et non les montants engagés ;
- les régions veilleront à ne pas supprimer les lignes non utilisées dans le 1er onglet du tableau ;
- si les listes des régimes figurant dans les deux premiers onglets de l'annexe n°1 ont vocation à être exhaustives, il n'est pas impossible qu'elles comportent quelques omissions. Dans ce cas, il convient d'ajouter le régime concerné dans le tableau à la suite des régimes déjà recensés.

Je vous remercie de bien vouloir porter à la connaissance des régions les informations contenues dans la présente instruction et assurer le suivi nécessaire pour que les régions aient transmis leurs contributions le 31 mai 2019 au plus tard.

Vous veillerez à ce que leur rapport annuel des aides soit élaboré à partir du tableau en format Excel joint en annexe n°1 de la présente instruction en respectant les règles de coordination fixées ci-dessus.
3 – Modalités pratiques de la remontée d'informations entre les SGAR et la DGCL

Afin de faciliter la mise en œuvre de ces dispositions, vous voudrez bien communiquer avant le 15 mars 2019, les coordonnées des personnes chargées de l’élaboration et du suivi du rapport annuel dans les services de la région et au sein des services de l’Etat (SGAR, direction de préfecture ou autre service, selon l’organisation retenue) à la personne responsable de la synthèse de ces informations : M. Loïc GLOIHEC (loic.gloihec@interieur.gouv.fr).

Vous pourrez lui faire part de toute difficulté dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Le tableau annuel des aides transmis par les régions devra être communiqué dès sa réception à l’adresse suivante : dgcl-sdflae-fl4-secretariat@interieur.gouv.fr

Le directeur général des collectivités locales
Bruno DELSOL